

Amérique Latine, Souveraine et Zone de Paix "

Parler de souveraineté et de paix en Amérique latine, c'est aussi stigmatiser et prendre conscience de l'ampleur du saccage effectué par nos grandes entreprises multinationales.

Au Brésil, Nestlé et Coca-Cola convoitent l'une des plus grandes nappes phréatiques au monde avec tous les dégâts collatéraux que cela suppose : l'aquifère Guarani. Avec l'avènement d'une dictature institutionnelle au Brésil, les affaires se présentent bien pour Nestlé et les autochtones ont bien du souci à se faire.

La multinationale Glencore-Xstrata, dont le siège se trouve à Zoug, a été mêlé à des affaires de corruption, de pollution, d'expropriation ses habitants de force avec la complicité des autorités et de l'armée. En outre, elle a été accusée de violer les droits humains, de faire travailler des enfants, de procéder à des expropriations forcées, de frauder le fisc, de manquer de transparence, de faire appel à des milices armées pour protéger leurs sites.

Syngenta, autre multinationale suisse, a favorisé le coup d'état parlementaire contre le président paraguayen Fernando Lugo en 2012.

Et que dire de multinationales qui ont pignon sur rue en Suisse ?

Que dire des problèmes cruels dont ont été victimes des habitants du sud du Brésil, suite à des ruptures de barrages exploités par la multinationale brésilienne Vale, dont un siège se trouve à St-Prex ?

Que dire des dramatiques dégâts humains causés dans le domaine par les produits à base de glyphosate de Monsanto, dont un siège se trouve à Morges ?

Déboiser la forêt vierge et exploiter les matières premières aux dépens des populations autochtones et de la forêt amazonienne, est tout à fait inacceptable. Ni les terres où elles vivent depuis des siècles ni les matières premières et les réserves d'eau de leur sous-sol ne doivent tomber aux mains de multinationales privées.

La Suisse doit inciter les multinationales à plus d'éthique ! Une initiative va dans ce sens.

Une pétition invite le Gouvernement suisse à dénoncer fermement le racisme, la misogynie, l'homophobie, l'incitation à la violence et la militarisation de la société latino-américaine.

Le Venezuela de par son statut politique actuel, n'est que peu concerné par ces aléas.

Mais, l'administration étasunienne tente de supprimer la Révolution bolivarienne et chaviste, et de spolier le peuple vénézuélien des plus grandes réserves de pétrole de notre planète et d'autres abondantes ressources naturelles et stratégiques.

Quand on prône la paix et offre ses bons offices comme le fait la Suisse, on ne doit pas avoir l'outrecuidance de participer avec les pays de l'Union européenne au blocus du Venezuela.

Le capitalisme et le monde ont besoin urgemment d'un système économique différent, socialiste et humain. Une autre économie est nécessaire et possible, Cuba le démontre.

L'Association Suisse-Cuba

condamne toute ingérence impérialiste dans la souveraineté de la République Bolivarienne de Venezuela

- condamne vivement la prise de position du gouvernement suisse qui se laisse piéger par l'escalade des pressions et des actions exercées par le Gouvernement des Etats-Unis ;
- demande au Conseil fédéral suisse de lever sa participation au blocus du Venezuela ;
- condamne la participation des entreprises suisses au blocus contre Cuba, notamment des banques malgré le vote officiel de la Suisse contre celui-ci à l'ONU ;
- souligne le respect envers la manière dont Cuba a réformé sa constitution en invitant tout son peuple à la participation démocratique et au vote final de ce weekend.

Vive la solidarité internationale – pour la justice et la paix mondiale !

Genève 23 février 2019